

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/La-Chine-propose-une-alliance-strategique-au-Mercosur-Raul-Zibechi>

La Chine propose une alliance stratégique au Mercosur Raul Zibechi

- Empire et Résistance - Blocs régionaux - MERCOSUR -

Date de mise en ligne : dimanche 8 juillet 2012

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La crise politique au Paraguay et ses répercussions sur la région ont relégué la visite du Premier ministre chinois, Wen Jiabao et la démission du principal poste du Mercosur, à un plan second du calendrier des informations. La Chine a montré qu'elle est disposée à jouer vraiment y compris dans la principale zone d'influence des États-Unis.

Les polémiques à la suite du coup d'Etat au Paraguay, la suspension de ce pays au sein du Mercosur et l'entrée du Venezuela dans celui-ci, n'arrivent pas à dissimuler les difficultés du bloc, touché par les conséquences de la crise mondiale et par l'ascension de la Chine comme puissance globale. L'alliance est paralysée parce que ce qui convient aux uns nuit aux autres.

Expression des difficultés, la démission de l'ambassadeur Samuel Pinheiro Guimarães, Haut Représentant Général du Mercosur, lors du récent sommet de Mendoza. Dans sa lettre d'adieu il trace une analyse lucide de la réalité actuelle du bloc.

Il souligne que la crise économique en Europe et aux États-Unis et l'ascension de la Chine génèrent un énorme flux de capitaux vers le sud qui « érode les liens commerciaux intra-Mercosur, qui sont le principal ciment du processus d'intégration ». La désindustrialisation, souligne-t-il, est l'une des pires conséquences et doit être affrontée en utilisant les ressources de l'exportation de *matières premières*.

Une expansion graduelle

Dans l'un des paragraphes les plus polémiques, Pinheiro assure que l'Unasur « ne peut pas être la pierre angulaire de la construction du bloc économique de l'Amérique du Sud » parce que le Chili, la Colombie et le Pérou ont signé des traités de libre-échange avec les États-Unis ce qui empêche la construction de politiques régionales de promotion du développement.

C'est pourquoi il croit que le bloc régional doit être formé « à partir de l'expansion graduelle du Mercosur », en incluant le Venezuela, l'Équateur, la Bolivie, le Suriname et la Guyana. Les derniers devront disposer de conditions spéciales d'admission à cause de leur faible niveau de développement et l'intérêt politique qu'ils ont pour la région.

Pour avancer, dit l'ambassadeur, le bloc doit augmenter d'une façon significative la coordination politique et la coopération économique. « La caractéristique centrale du Mercosur sont les asymétries » qui provoquent des tensions politiques. Il parie sur un fort développement des ressources du *Fonds pour la Convergence Structurelle* pour favoriser les plus petits, qui dispose aujourd'hui d'à peine 100 millions de dollars par an.

Sans doute le moment le plus lumineux de sa lettre est-il le paragraphe 34 : « Dans un monde multipolaire, en crise, avec de grands changements de pouvoir, il n'est de l'intérêt d'aucun bloc ou d'aucune grande puissance la constitution ou le renforcement d'un nouveau bloc d'États, spécialement s'ils sont périphériques. Toute grande puissance considère plus convenable de négocier des accords avec les États isolés, spécialement si ce sont des pays sous-développés, plus faibles économiques et politiquement ».

Seuls les membres du Mercosur s'intéressent à ce bloc. Cependant, quand il fut créé en 1991 il n'a pas été conçu comme un organisme pour appuyer le développement mais comme une union douanière pour promouvoir le libre-échange. La proposition de Pinheiro est qu'il devienne capable d'encourager un développement régional

harmonieux et équilibré, en éliminant les asymétries et en construisant une législation commune de manière graduelle.

Ce virage est nécessaire parce que les réponses des pays industrialisés à la crise sont « une vraie suspension, dans la pratique, des accords de l'OMC négociés à l'époque de l'hégémonie de la pensée néolibérale ». Si le Mercosur ne donne pas le pas, « il pourra survivre mais toujours d'une manière claudicante et il ne se transformera pas en bloc de pays capable de défendre et de promouvoir ses intérêts dans ce nouveau monde qui surgira des crises que nous vivons ». Le diagnostic fait par l'un des intellectuels les plus remarquables du Brésil pointe que le monde est entré dans une période de protectionnisme croissant, d'où la nécessité de former des blocs avec un fort commerce intérieur.

La Chine s'anime

Wen Jiabao, Premier ministre chinois, visitait la région quand s'est produit le coup d'Etat au Paraguay. Le moment fort de sa visite au Brésil, en Uruguay et en Argentine, fut la vidéoconférence qu'il a tenue depuis Buenos Aires lundi 25 juin avec Dilma Rousseff, Cristina Fernández et José Mujica.

Selon l'agence chinoise Xinhua le Premier ministre a fait trois propositions : renforcer la confiance mutuelle et la communication stratégique avec le Mercosur, doubler le commerce pour 2016 en le portant à 200 milliards de dollars, en plus des investissements et de la coopération financière et technologique, et de promouvoir les relations bilatérales dans le domaine de l'éducation et la culture (Xinhua, le 25 juin 2012).

La proposition de Wen Jiabao fut interprétée par ses interlocuteurs comme ce qu'elle est réellement : une vaste alliance stratégique qui inclut aussi un traité de libre-échange Chine-Mercosur. À souligner qu'on a profité que le Paraguay était suspendu du Mercosur, puisqu'il n'a pas de relations avec la Chine. Deux jours après il a fait une conférence importante devant la CEPAL, à Santiago du Chili.

Sa proposition dirigée vers l'Amérique Latine et les Caraïbes revient « à combattre le protectionnisme », « approfondir la coopération stratégique » et ouvrir de nouveaux marchés avec l'objectif que le commerce bilatéral « dépasse les 400 milliards de dollars dans les cinq années à venir » (Xinhua, le 26 juin 2012). Il a proposé la création d'un fond de coopération auquel la Chine fera un apport initial de 5 milliards de dollars et une ligne de crédit de 10 milliards de la banque de Développement de la Chine pour la construction d'infrastructures.

De plus, il a proposé une vaste coopération agricole et établir un mécanisme de réserve alimentaire d'urgence de 500 000 tonnes destinée à des contingences naturelles et à l'aide alimentaire, y compris l'installation de centres de recherche et de développement en sciences et technologies agricoles.

L'offre chinoise semble tentante dans un moment où le Mercosur traverse d'énormes difficultés. La CEPAL a élaboré un document intitulé « Dialogue et coopération face aux nouveaux défis globaux » où il analyse les possibilités qui sont ouvertes à la région devant l'ascension chinoise. Alicia Bárcenas, secrétaire exécutive de CEPAL, a souligné lors de l'introduction que la région est face à une occasion historique de faire un saut en infrastructure, innovation et les ressources humaines, c'est-à-dire de « traduire la rente des ressources naturelles dans des formes variées de capital humain, physique et institutionnel ».

Pour sauter ce pas il faut attirer l'investissement direct de la Chine qui lui permet de diversifier les exportations. Des 40 alinéas qu'inclut le document, l'un devrait être spécialement soigné par les pays d'Amérique du Sud : vers 2030 deux tiers de la population de classe moyenne vivra dans la région Asie-Pacifique face à 21 % seulement en Europe et en Amérique du Nord.

En conséquence, la classe moyenne asiatique se transformera en « un marché clef pour les aliments, les confections de plus grande qualité, le tourisme, les médicaments, les services médicaux, Commerce du détail et articles de luxe », ce qui permettra que l'Amérique Latine se diversifie dans ses exportations et apporte sa valeur ajoutée. Et d'ajouter que l'internationalisation du renminbi [Cette devise, aussi appelée « *yuan renminbi* » (« *renminbi* » signifiant « *monnaie du peuple* » en chinois), est abrégée en RMB. Le *yuan* est la devise nationale de la République populaire de Chine.] peut faire du bien à la région puisque la Chine est devenue son deuxième associé commercial.

Pour un agenda régional

Dans les conclusions on souligne que l'ascension de la Chine permet à la région sudaméricaine de prolonger le cycle favorable de termes d'échange qui existe depuis 2003. « Si on ne profite pas bien du moment, on pourrait accentuer le processus de ralentissement des exportations, en établissant les modalités renouvelées du lien centre - périphérie ».

La CEPAL pointe la nécessité d'établir un « agenda régional ordonné de priorités », qui dépasse les initiatives unilatérales. C'est-à-dire que ce qui est décisif, ce qu'elle dénomme comme le « défi interne ». Sur ce point décisif, l'analyse de Samuel Pinheiro et de la CEPAL coïncident pleinement. Cependant, la guerre commerciale entre les membres du Mercosur continue d'être un facteur de déstabilisation.

Les divisions connaissent une escalade de l'économie jusqu'à la politique. L'admission du Venezuela décidée au sommet de Mendoza provoque des réactions opposées. C'est le type de problèmes auquel fait allusion Pinheiro : un manque de confiance mutuelle, dépourvu de vision stratégique, une prédominance des questions locales au dessus des règles générales et du court terme sur la longueur, l'incapacité de comprendre les changements globaux. En d'autres mots, c'est la prédominance de la « petite politique ». Ce qui est en jeu est trop important et pas tous semblent le comprendre.

[Alai-Amlatina](#). Uruguay, le 4 juillet 2012.

* **Raúl Zibechi**, journaliste uruguayen, est enseignant et chercheur dans le Multiversidad Franciscana d'Amérique Latine, et le conseiller de plusieurs organismes sociaux.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo](#). Paris, le 8 juillet 2012.

[[Contrat Creative Commons](#)]

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).